

Hong Kong : Le magnat pro-démocratie Jimmy Lai inculpé en vertu de la loi sur la sécurité nationale

samedi 12 décembre 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2020).

En Chine, il est régulièrement qualifié de « traître » par les médias d'Etat, qui voient en lui l'instigateur de la contestation de 2019.

Déjà placé en détention provisoire dans le cadre d'une enquête pour fraude le 3 décembre, le magnat de la presse hongkongaise et figure du combat pro-démocratie Jimmy Lai a été inculpé, vendredi 11 décembre, en vertu de la loi sur la sécurité nationale.

« A l'issue d'une enquête approfondie menée par les services de police responsables de la sécurité nationale, un homme de 73 ans est inculpé pour "collusion avec un pays étranger ou avec des forces extérieures afin de compromettre la sécurité nationale" », a déclaré la police dans un communiqué.

M. Lai, 73 ans, est à ce jour la personnalité hongkongaise la plus connue à être accusée d'avoir enfreint cette loi sur la sécurité nationale imposée à la fin de juin par Pékin afin de mettre fin aux manifestations prodémocratie monstres qui ont secoué le territoire semi-autonome l'an passé. Les infractions liées à cette législation draconienne sont passibles de l'emprisonnement à perpétuité. M. Lai, le patron du tabloïd Apple Daily, connu pour son engagement dans le camp pro-démocratie et ses critiques acerbes de l'exécutif hongkongais, aligné sur Pékin, doit comparaître samedi 12 devant un tribunal pour avoir enfreint cette loi, selon la police.

Mardi 15, il doit présenter devant la Haute Cour, une demande de remise en liberté sous caution pour le chef d'accusation de fraude.

Qualifié de « traître » par les médias d'Etat chinois

Rares sont les Hongkongais à s'attirer autant la haine de Pékin que cet homme, régulièrement qualifié de « traître » par les médias d'Etat chinois, qui voient en lui l'instigateur de la contestation de 2019. Arrivé clandestinement à Hongkong avec sa famille à 12 ans à bord d'un bateau en provenance de Canton, M. Lai avait d'abord travaillé à l'usine, puis a appris l'anglais et ouvert sa propre entreprise de textile.

Après la répression du soulèvement de Tiananmen à Pékin en 1989, qui a selon lui transformé sa vision politique, il avait fondé Next Media en 1990.

Des centaines de policiers avaient réalisé en août une spectaculaire perquisition, en particulier dans la salle de rédaction de l'Apple Daily.

Outre M. Lai, plusieurs responsables du groupe de presse, avaient été arrêtés pour des soupçons de « collusion avec les forces étrangères », dans le cadre de la loi sur la sécurité nationale.

M. Lai est la quatrième personne accusée d'avoir enfreint cette nouvelle législation.

Parmi eux, figurent :

- Joshua Wong, accusé d'avoir encouragé la sécession,
- un homme ayant foncé avec une moto sur des policiers au cours d'une manifestation,
- ainsi qu'un homme qui a scandé à plusieurs reprises des slogans pro-démocratie en direction de la

police.

L'ex-colonie britannique, qui a connu en 2019 sa plus grave crise politique depuis sa rétrocession à Pékin, en 1997, avec d'immenses manifestations pro-démocratie, est depuis plusieurs mois l'objet d'une reprise en main musclée de Pékin, notamment avec l'instauration de la loi sur la sécurité nationale.